

sont recueillis et réaffectés, détournés ou siphonnés vers d'autres secteurs qui ont une plus forte priorité, selon le gouvernement. Après plusieurs mois, il est manifeste que les programmes sociaux ou écologiques ne font pas partie des priorités du gouvernement.

Durant la campagne électorale, le parti conservateur a fait des centaines de promesses. La plupart ont déjà été oubliées et d'autres démenties. Certaines ont été interprétées de façon différente et la plupart ont été remises à tout jamais. Cela n'a rien d'étonnant. Comme le ministre de la Justice (M. Crosbie) l'a déclaré durant la campagne électorale, 20 milliards de dollars, c'était trop beau pour nous.

Cependant, il y a une promesse que le gouvernement a tenue, celle de faire de la lèche auprès du gouvernement américain. C'est ce qu'il a fait. Nous avons perdu l'AEIE. Les programmes sociaux et les programmes touchant l'environnement et l'expansion régionale ont été supprimés ou restreints. Pour quelle raison? Sans aucun doute pour avoir plus d'argent à dépenser. Les fonds récupérés en sabrant dans ces programmes et ceux que le gouvernement va emprunter, vont être réaffectés au budget de la défense.

Voici ce qu'on peut lire dans un article paru dans le *Financial Post* du 16 mars:

A Ottawa, le ministère de la Défense nationale apparaît de plus en plus comme une source d'influence et de prodigalité, ce qui va poser des problèmes à un gouvernement qui s'est engagé à enrayer le déficit.

En flagornant le gouvernement américain, le Canada a décidé que notre pays doit également mieux s'armer. Les questions de défense sont à l'avant-garde des décisions de politique du gouvernement. Celui-ci n'applique aucune politique visant à restreindre le déficit, mais il suit manifestement une politique militariste. Les Canadiens devraient se réveiller et se rendre compte que nous ne pouvons pas nous permettre d'imiter ceux qui sont plus forts que nous. Il est absurde de nous pavaner comme si nous étions une grande puissance dans le monde des affaires—haute en couleurs qui plus est!

M. McDermid: Où est le rapport avec le projet de loi C-24?

M. Penner: Mes remarques sont directement en rapport avec cette mesure puisque l'annulation de ces programmes permettra au gouvernement de récupérer des fonds. Il existe d'autres priorités et objectifs nationaux plus importants. Je rappelle à la Chambre qu'il est stupide et buté de vouloir mettre un terme aux programmes PCRP et PITRC. Je voudrais vous expliquer pourquoi.

Le gouvernement continue à dépenser pour favoriser l'expansion des réseaux de distribution du gaz naturel. Il n'a pas encore décidé d'annuler ce programme même si nous risquons d'en entendre parler de plus en plus à l'avenir. Les Canadiens ont réagi de façon très favorable à la possibilité d'être reliés au nouveau réseau de distribution du gaz. Ils ont estimé, à juste titre, qu'ils avaient jusqu'en 1990 pour décider de faire la conversion ou non. Cependant, la nouvelle date

Remplacement du mazout—Loi

limite a été fixée au 31 mars, avec une brève prolongation jusqu'à la fin de juin pour les personnes qui ont présenté une demande avant la fin novembre.

Je soulève cette question aujourd'hui parce que la date limite ainsi que le nouveau délai ne rendent pas justice aux électeurs que je représente. Mes commettants du nord de l'Ontario ne pourront se raccorder aux nouveaux réseaux de gaz que l'on est en train d'aménager. Les sociétés de gaz ne prennent plus de demandes depuis la fin de décembre étant donné que pendant l'hiver et au début du printemps, il est impossible de creuser dans la terre gelée. Ainsi, mes électeurs pas plus que les autres résidents du nord de la province ne pourront profiter de cette dernière chance avant la fin de juin.

Je suis persuadé que les députés conservateurs du nord de l'Ontario—le député de Sault-Sainte-Marie (M. Kelleher), le député de Timmins-Chapleau (M. Gervais), et le député de Timiskaming (M. MacDougall)—vont protester vigoureusement au sein de leur groupe parlementaire. Ils doivent faire valoir que cette situation est injuste pour les habitants du nord de l'Ontario. Ils doivent être convaincus que le PCRP doit être maintenu jusqu'en 1990. Ils devraient au moins affirmer que le programme ne devrait pas être interrompu en juin parce que cela est injuste. Je suis certain que ces trois représentants conservateurs sont d'avis qu'à moins que le gouvernement ne modifie le C-24, ils se joindront aux libéraux et aux néo-démocrates pour se prononcer contre le projet de loi.

Le seul député qui aura un choix difficile est celui du Sault-Sainte-Marie puisqu'il fait partie du cabinet. Évidemment, il aurait toujours la possibilité de démissionner. Ce dernier avait affirmé pendant la campagne électorale qu'il préférerait le nord de l'Ontario aux décisions gouvernementales qui seraient contraires à la région.

M. Blackburn (Brant): Il a dit cela?

M. Penner: Oui il l'a dit. Il a dit qu'il représenterait les habitants du nord de l'Ontario et qu'il ne les laisserait pas tomber. Les députés de Timmins-Chapleau et de Timiskaming ont affirmé la même chose. Ils ont maintenant l'occasion de montrer leur vrai visage. Vont-ils vraiment représenter les intérêts de leur région ou suivre la consigne et voter aveuglément contre la région qui les a élus?

Ce projet de loi doit être rejeté, car il est inacceptable. Je doute qu'on puisse l'améliorer au comité. Comme l'a dit l'orateur précédent, le gouvernement devrait reconsidérer cette mesure. Il devrait prêter l'oreille aux trois députés conservateurs du nord de l'Ontario. Ceux-ci devraient accepter que l'étude du projet de loi soit repoussée de six mois. Ils devraient profiter de ce délai pour tenter de convaincre le gouvernement. Au bout de six mois, je suis certain que le gouvernement reconnaîtrait qu'il a fait une erreur, que le C-24 n'est pas une bonne idée et que des améliorations s'imposent.